

TALSMANDENS GRUPPE  
SPRECHERGRUPPE  
SPOKESMAN'S GROUP  
GROUPE DU PORTE-PAROLE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION  
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG  
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION  
NOTA D'INFORMAZIONE  
TER DOCUMENTIE**

Brussels, February 1978

SILVER JUBILEE FOR COMMON MARKET IN COAL

The Common Market in Coal was the first Common Market established by the Community. Inaugurated on 10 February 1953, it can look back now on 25 years of existence. To mark this Silver Jubilee the Commission today publishes a special brochure.

The Energy Commissioner, Mr. Guido Brunner, says in a foreword:

"The intention is not to give an all-embracing account, but rather to inform interested readers of the determinants of the Common Market for Coal since its inception in 1953, in order to demonstrate the problems which had to be overcome in the creation of a Common Market, and also how imperfect many of the solutions have been.

When the European Coal and Steel Community was founded coal mining was one of the key industries and the prerequisite for economic growth. Five years later the oil boom plunged the coal industry into crisis. Coal has since passed through a painful process of adjustment. The impact of the 1973 oil crisis and the realization that for almost 59% of its energy requirements the Community was dependent on imports, as well as difficulties with the development on nuclear energy, certainly improved matters for the Community coal industry, but it will still be difficult to reach the production target of 250 million tce set by the European Community in 1974.

This report demonstrates that it was thanks to the Community that harmful consequences were averted in difficult times, a fact which should encourage us to face the future with confidence. Despite all the difficulties the Commission of the European Communities is convinced that coal, and the common market for coal, will be able to make good progress even in a world altered by the energy crisis."

Looking back over these past twenty five years, three main phases of development are to be discerned.

First phase: 1953-1957

Coal shortage and rebuilding of the industry after the war; practically no world trade in coal and no problem of competition with oil. Coal's share of primary energy consumption was 70%. Coal production in the Community (of the six) rose slowly from 242 million tonnes in 1953 to 254 million tonnes in 1957 (UK production was 228 million tonnes and 227 million tonnes respectively). It was hard to attract recruits to the pits. In the original six countries in 1953 the workforce in the mines numbered some 1,100,000 people. Investments were low, and coal prices were regulated. The High Authority concentrated on strengthening sound competition between coal producers, reducing discrimination between coal users, eliminating barriers to cross-frontier trade and establishing common rail tariffs.

Second phase: 1957-1973

This phase was marked by increasing competition from cheap oil. Demand for coal fell from 290 million tonnes to 169 million tonnes. The share of coal in primary energy consumption dropped to 16%. Coal production sank from 254 million tonnes to 140 million tonnes: (In the UK in the same period coal production fell from 227 million tonnes to 130 million tonnes). The number of producing pits shrank from 416 to 109. The workforce was reduced from just over a million to 341,000. (UK workforce just over 300,000 in 1973). Rationalisation rather than the creation of new capacity was the rule. Important measures taken in this period were: aid for pits in difficulties, creation of a system of Community aid permitting national governments to cover losses, avoidance of social or regional problems caused by untimely pit closures.

Third phase: 1973-1977

This phase was marked by the oil crisis, the sudden rise in price, and by the entry of the United Kingdom into the Community. In order to stabilise energy supplies, the Community adopted the target of stabilising coal production at 250 million tonnes by 1985. Further difficulties were forced on the coal industry however by the general economic stagnation and the crisis in the steel industry. Production still sank reaching only about 220 million tonnes for the nine Member States at the end of 1977. Coal and coke stocks climbed to 55 million tonnes. The Commission's counter measures included extension of the system of Community aid both direct and indirect, and surveillance of third country imports. Various proposals have also been placed before the Council, including: low interest credit for coal-fired power stations, Community aid for coal and coke stocks, and also the measures just agreed. (x)

---

(x) See P-22 of 23 February 1978

TALSMANDENS GRUPPE  
SPRECHERGRUPPE  
SPOKESMAN'S GROUP  
GROUPE DU PORTE-PAROLE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION**  
**INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG**  
**INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION**  
**NOTA D'INFORMAZIONE**  
**TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, février 1978

25E ANNIVERSAIRE DU MARCHÉ COMMUN DU CHARBON

Le premier marché commun réalisé par la Communauté est celui du charbon. Inauguré le 10 février 1953, il célèbre cette année ses 25 ans d'existence. Pour marquer cet anniversaire, la Commission publie aujourd'hui une brochure spéciale.

M. Guido Brunner, membre de la Commission chargé de l'énergie, déclare dans l'avant-propos :

"L'intention n'est pas de dresser un bilan détaillé, mais plutôt de présenter au public intéressé un résumé des faits qui, depuis le début de 1953, ont influencé le devenir du marché commun du charbon. Cette publication doit démontrer aux lecteurs l'ampleur des problèmes qu'il a fallu surmonter pour créer ce marché commun, l'imperfection aussi de bon nombre des solutions apportées.

Lors de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la production du charbon était une industrie clé, condition même de la croissance économique. Cinq ans plus tard, la percée du pétrole l'a plongée en pleine crise. Depuis lors, le charbon connaît un pénible processus d'adaptation. Le choc de la crise des prix du pétrole en 1973, la dépendance à l'égard des importations d'énergie pour près de 59 %, les difficultés auxquelles se heurte le développement de l'énergie nucléaire ont certes amélioré la situation de l'industrie minière dans la Communauté. Il reste néanmoins difficile d'atteindre le but fixé par la Communauté en 1974, c'est-à-dire la production de 250 millions de tec.

Le présent document montre que c'est grâce à la Communauté qu'en période de crise, certains dangers ont pu être écartés. Cela nous encourage à envisager l'avenir avec confiance. Malgré toutes les difficultés, la Commission des Communautés européennes reste convaincue du fait que la houille et, avec elle, le marché commun du charbon, peuvent connaître une évolution satisfaisante, même dans un monde profondément affecté par la crise de l'énergie".

Si on passe en revue l'évolution de ces 25 dernières années, on y distingue trois grandes phases :

Première phase : 1953 - 1957

Pénurie de charbon et reconstruction de l'industrie houillère au lendemain de la guerre ; pratiquement pas d'échanges mondiaux dans ce domaine et pas de problèmes de concurrence du pétrole. La part du charbon dans la consommation d'énergie primaire est de 70 %. La production houillère dans la Communauté (à six) passe très progressivement de 242 millions de t en 1953 à 254 millions de t en 1957 (au Royaume-Uni, les chiffres de production sont respectivement de 228 et de 227 millions de t). Il est difficile de trouver des candidats pour la mine. Dans les six pays originaires, le nombre de mineurs est d'environ 1.100.000 en 1953. Les investissements sont faibles et les prix de la houille sont réglementés. La Haute Autorité s'efforce

avant tout de renforcer une concurrence saine entre les producteurs de charbon, de réduire la discrimination entre les utilisateurs du charbon, d'éliminer les barrières au commerce trans-frontalier et d'établir des tarifs communs de chemins de fer.

#### Deuxième phase : 1957 - 1973

Cette phase est marquée par une concurrence de plus en plus grande des hydrocarbures à bon marché. De 290 millions de t, la demande de houille tombe à 169 millions de t. La part du charbon dans la consommation d'énergie primaire n'est plus que de 16 %. La production de charbon tombe de 250 à 140 millions de t (au Royaume-Uni, de 227 à 130 millions de t). Il n'y a plus que 109 mines en activité contre 416 précédemment. Sur un peu plus d'un million de mineurs, il n'en reste plus que 341.000 (un peu plus de 300.000 au Royaume-Uni). La rationalisation plutôt que la création de capacités nouvelles est à l'ordre du jour. D'importantes mesures sont prises au cours de cette période : aide aux mines en difficulté, mise en place d'un régime communautaire aurotisant les Etats membres à accorder des aides pour la couverture des pertes, actions destinées à éviter des problèmes sociaux et régionaux dus à la fermeture anticipée des mines.

#### Troisième phase : 1973 - 1977

Cette phase est marquée par la crise pétrolière, la brusque augmentation des prix et l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté. Dans le cadre d'une réduction de la consommation d'énergie, la Communauté adopte comme but la stabilisation d'ici à 1985 de la production de houille à 250 millions de t. L'industrie charbonnière connaît de nouvelles difficultés en raison de la stagnation de l'économie en général et de la crise de l'industrie sidérurgique en particulier. La production subit un nouveau recul ; fin 1977, elle n'est plus que de 220 millions de t pour l'ensemble de Neuf. Les stocks de houille et de coke grimpent à 55 millions de t. La Commission réagit par des mesures prévoyant une extension du régime des aides communautaires, tant directes qu'indirectes, et la mise en place d'un système de surveillance des importations en provenance des pays tiers. Le Conseil est actuellement saisi d'une série de propositions, parmi lesquelles il convient de citer l'octroi de crédits à faible taux d'intérêts pour financer la construction de centrales électriques utilisant le charbon, l'aide communautaire à la constitution de stocks de houille et de coke ainsi que les mesures adoptées récemment par la Commission.